



Les grands titres:

- Ebola : fin officielle de l'épidémie au Mali, selon l'OMS
- Centrafrique : la MINUSCA capture l'un des principaux leaders anti-Balaka
- Ukraine : Ban Ki-moon alarmé par l'escalade des combats pour le contrôle de l'aéroport de Donetsk
- Boko Haram : l'ONU salue le Tchad pour son soutien au Cameroun contre ce « fléau » régional
- La diversité génétique : un instrument de lutte contre le changement climatique, selon la FAO
- L'OMS appelle à redoubler d'efforts pour combattre les maladies non transmissibles
- Le développement inclusif est un facteur de lutte contre le terrorisme, selon l'ONU
- Libye : l'ONU se félicite de l'annonce d'un cessez-le-feu entre les parties
- Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un camp de la MINUSMA à Kidal
- A ce rythme, l'éducation pour tous restera un vœu pieux, selon l'ONU
- Le Conseil de sécurité se félicite des pourparlers libyens qui ont eu lieu à Genève

Ebola : fin officielle de l'épidémie au Mali, selon l'OMS



Une élève au tableau dans une école à Bamako au Mali. Photo: UNICEF/Tanya Bindra

19 janvier - Le Mali et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont annoncé conjointement dimanche la fin officielle de l'épidémie de la maladie à virus Ebola dans le pays alors que 42 jours de surveillance se sont écoulés sans nouveaux cas signalés.

Le 6 décembre 2014, le dernier malade hospitalisé au Mali a été testé négatif et depuis, aucun autre cas d'Ebola n'a été signalé dans le pays. Au total, le Mali a enregistré huit cas d'Ebola, dont six décès et deux malades soignés et guéris.

Le Représentant de l'OMS au Mali, Dr. Ibrahima Soce Fall, a qualifié ce résultat « d'historique pour la lutte contre l'épidémie de la maladie à virus Ebola au Mali, en Afrique et dans le monde ». En Afrique de l'Ouest, les trois pays les plus affectés sont le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone.

Au total plus de 21.000 cas d'Ebola ont été enregistrés et plus de 8.400 personnes sont mortes à cause de cette maladie.

Le Dr. Fall a félicité la population malienne « qui s'est totalement engagée pour venir à bout de cette épidémie redoutable, le Ministre de la santé et de l'hygiène publique, qui n'a pas attendu l'apparition du premier cas pour commencer la lutte, et le Chef de l'Etat, qui a fait preuve d'un leadership exceptionnel en dirigeant la guerre contre le virus Ebola ».

Le Représentant de l'OMS a aussi salué « l'engagement des partenaires qui ont apporté l'appui nécessaire aux autorités du Mali en temps réel, l'appui de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies, qui a créé la mission pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE), et la Directrice générale de l'OMS, pour son appui au quotidien ».

Le Dr. Fall a néanmoins rappelé que si des batailles ont été gagnées, la guerre continue car tant que l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest affectés ne seront pas déclarés sans Ebola, la lutte continuera avec le même niveau d'engagement.



« Ebola reste une maladie redoutable, une menace pour la paix, la sécurité, l'économie et pour l'existence même de nos sociétés. Nous n'avons pas le droit de baisser la garde. Le combat continue », a-t-il dit. Il a exhorté les populations, les autorités et les partenaires à maintenir le même niveau d'engagement afin que le renforcement des actions et du système de santé se poursuive pour que le Mali puisse faire face à toute autre menace du même genre.

Centrafrique : la MINUSCA capture l'un des principaux leaders anti-Balaka



19 janvier - La Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) s'est félicitée de la capture du chef anti-Balaka Rodrigue Ngaibona, lors de la première arrestation de grande envergure d'un milicien depuis le début de l'année 2015.

Lors d'un point de presse au siège de l'ONU à New York, un porte-parole de l'Organisation, Farhan Haq, a indiqué que des Casques bleus avaient appréhendé M. Ngaibona dans la ville de Bouca, suite à l'émission d'un mandat d'arrêt par la justice du pays.

M. Ngaibona, plus connu sous l'alias « général Andilo », a été transporté à Bossangoa par les Casques bleus qui l'ont ensuite remis aux autorités du pays.

Plus de deux ans de guerre civile et de violence en République centrafricaine ont déplacé des milliers de personnes à l'intérieur du pays, suite aux affrontements entre l'alliance Séléka à majorité musulmane et les milices chrétiennes anti-Balaka.

Selon les estimations de l'ONU, près de 440.000 personnes sont toujours déplacées dans le pays et 190.000 autres ont demandé asile au-delà des frontières centrafricaines. Dans le même temps, plus de 36.000 personnes, y compris issues de l'ethnie minoritaire peule, restent piégées dans des enclaves à travers le pays, caressant l'espoir de trouver asile dans les États voisins.

Depuis septembre 2014, la MINUSCA a arrêté plus de 200 personnes dans le cadre de son appui aux autorités centrafricaines pour le maintien de l'état de droit. Néanmoins, la situation dans le pays demeure fragile, au point que le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a récemment qualifié le climat en République centrafricaine de potentiellement explosif.

Ukraine : Ban Ki-moon alarmé par l'escalade des combats pour le contrôle de l'aéroport de Donetsk



19 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit alarmé par l'escalade des combats pour la prise de contrôle de l'aéroport de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, qui a déjà fait de nombreuses victimes et menace de rendre complètement caduc le cessez-le-feu difficilement obtenu en septembre 2014.

Le chef de l'ONU « implore toutes les parties à tenir leurs engagements au titre du Protocole de Minsk et du Mémoire de Minsk, la première étape étant une cessation immédiate et complète des hostilités », a dit son porte-parole dans un communiqué de presse publié

dimanche soir.

« Le Secrétaire général souligne qu'une nouvelle détérioration d'une situation ayant déjà conduit à de lourdes pertes en vies humaines et à la souffrance des civils doit être évitée à tout prix », a-t-il ajouté.

Selon le porte-parole, l'Organisation des Nations Unies est prête à soutenir « tous les efforts conduisant à une

désescalade et à la reprise d'un véritable processus de paix pour rétablir la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ».

Boko Haram : l'ONU salue le Tchad pour son soutien au Cameroun contre ce « fléau » régional



19 janvier - Un haut responsable des Nations Unies a salué lundi la décision prise par le Tchad de déployer des troupes au Cameroun pour participer à la lutte contre Boko Haram, dont les activités criminelles récentes ont occasionné l'arrivée de plus de 36.000 réfugiés nigériens dans le nord du Cameroun ainsi que de nombreux déplacés internes.

« Cette initiative remarquable est aussi importante pour le Tchad dont l'économie et la sécurité sont également menacées par les attaques répétées de Boko Haram. Je félicite les autorités tchadiennes pour leur engagement résolu dans la lutte contre le terrorisme en

Afrique centrale et au-delà », a affirmé le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdoulaye Bathily, dans un communiqué de presse publié à Libreville, la capitale du Gabon.

Rendant également hommage à la communauté internationale et en particulier « aux pays amis de l'Afrique », qui ont annoncé leur aide et exprimé leur solidarité au Cameroun, le Chef de l'UNOCA a encouragé tous les Etats du Bassin du lac Tchad et d'Afrique centrale à renforcer leur coopération, y compris avec le Nigéria, « afin d'apporter une réponse régionale et coordonnée à ce fléau, qui représente un cancer dangereux pour la sous-région ».

M. Bathily a également appuyé les démarches entreprises par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), notamment celle consistant « à saisir les hautes instances du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) pour que des actions concrètes soient menées en vue de soutenir le Cameroun et d'éliminer la menace que constitue Boko Haram ».

Le Représentant spécial a rappelé que « Boko Haram est une menace sérieuse contre la paix, la sécurité et la stabilité des régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre, mais aussi contre l'économie et les services sociaux de base des zones affectées ». Il a demandé aux populations des régions où sévit le groupe islamiste d'être vigilantes, « compte tenu des actions imprévisibles et lâches des insurgés ».

M. Bathily a appelé les éléments de Boko Haram à cesser immédiatement leurs agressions et à libérer toutes les personnes enlevées, ce disant particulièrement préoccupé par le sort des femmes et des enfants victimes de ces rapt injustifiables, dont les plus récents ont eu lieu dimanche 18 janvier 2015 lors d'une nouvelle attaque dans des villages camerounais frontaliers avec le Nigéria.

La diversité génétique : un instrument de lutte contre le changement climatique, selon la FAO



19 janvier - Alors que le changement climatique progresse à un rythme plus soutenu qu'initialement prévu, les ressources génétiques ont plus que jamais un rôle essentiel à jouer pour nourrir le monde et beaucoup reste à faire pour étudier, préserver et utiliser la biodiversité qui sous-tend la production alimentaire mondiale, indique un nouvel ouvrage publié lundi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Le temps ne joue pas en notre faveur », prévient la publication, intitulée « Faire face au changement climatique, le rôle des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture ». « Au cours des prochaines décennies, des millions de personnes dont les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dépendent de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche, de la sylviculture et de l'élevage seront probablement confrontées à des conditions climatiques sans précédent », peut-on notamment y lire.

Le livre soutient que le monde aura besoin de plantes cultivées, d'animaux d'élevage, d'essences forestières et d'organismes aquatiques capables de survivre, produire et se reproduire dans un climat changeant.

La capacité des plantes et des animaux d'élevage à résister aux conditions volatiles et à s'adapter aux changements de l'environnement est le résultat direct de leur diversité génétique, mais il convient de déployer des efforts plus importants pour étudier et utiliser cette diversité comme un véritable mécanisme d'adaptation et soutenir celui-ci par des politiques appropriées, préconise l'ouvrage.

« Dans un monde plus chaud où les conditions météorologiques seront plus dures et variables, les plantes et les animaux élevés pour l'alimentation devront avoir la capacité biologique de s'adapter plus rapidement que jamais auparavant », a déclaré la Directrice générale adjointe de la FAO, Maria-Helena Semedo, à l'occasion de la publication du livre.

« Le fait de prévenir de nouvelles pertes de ressources génétiques agricoles tout en attirant davantage l'attention sur l'étude de ces ressources et de leur potentiel renforcera la capacité du genre humain à s'adapter au changement climatique », a-t-elle ajouté.

Une telle approche nécessitera la mise à jour des objectifs et des programmes d'élevage agricoles et, dans certains cas, l'introduction de variétés, races et espèces qui n'ont pas été élevées précédemment, indique l'ouvrage de la FAO. « Il est indispensable d'améliorer sur le terrain et dans les laboratoires les programmes de conservation des espèces domestiquées, des espèces sauvages apparentées et d'autres ressources génétiques sauvages importantes pour l'alimentation et l'agriculture tout en soutenant ces programmes par des politiques favorisant leur utilisation durable ».

« Nous devons renforcer le rôle des ressources génétiques et aider les agriculteurs, les pêcheurs et les forestiers à faire face au changement climatique », a expliqué la Secrétaire de la Commission des ressources génétiques de la FAO pour l'alimentation et l'agriculture, Linda Collette, qui a supervisé la publication.

Selon la publication, beaucoup de variétés et de races végétales et animales adaptées localement sont mal documentées et peuvent être perdues avant que leurs rôles potentiels dans l'adaptation au changement climatique ne soient reconnus.

« Il faut déployer des efforts pour éviter les pratiques qui détruisent la biodiversité ou minent la santé des écosystèmes agricoles comme, par exemple, l'utilisation d'insecticides à large spectre qui affectent les pollinisateurs », insiste notamment la nouvelle publication de la FAO.

L'OMS appelle à redoubler d'efforts pour combattre les maladies non transmissibles



19 janvier - Les gouvernements doivent agir d'urgence pour combattre les maladies non transmissibles afin d'éviter que, chaque année, 16 millions de personnes ne décèdent prématurément – avant l'âge de 70 ans – de maladies cardiaques ou pulmonaires, d'un accident vasculaire cérébral, d'un cancer ou du diabète, selon un nouveau rapport publié lundi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« La communauté internationale a la possibilité de changer le cours de l'épidémie de maladies non transmissibles », a déclaré la Directrice générale de l'OMS, le Dr. Margaret Chan. Selon elle, en investissant entre 1 et 3 dollars par personne et par an, les pays peuvent réduire considérablement la mortalité due à ces maladies.

D'après le rapport, la plupart des décès dus aux maladies non transmissibles peuvent être évités. Sur les 38 millions de décès provoqués par ces maladies en 2012, 16 millions, soit 42%, étaient prématurés et évitables, contre 14,6 millions en 2000.

Il est possible de faire baisser considérablement le nombre de décès par le biais de politiques publiques visant à lutter contre la consommation de tabac, l'usage nocif de l'alcool, les régimes alimentaires néfastes pour la santé et la sédentarité, et à promouvoir la prestation de soins de santé universels. Ainsi, au Brésil, le taux de mortalité attribuable aux maladies non

transmissibles baisse de 1,8% par an grâce, en partie, à l'extension des soins de santé primaires.

Le rapport préconise de redoubler d'efforts pour freiner l'épidémie, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les décès dus aux maladies non transmissibles sont plus nombreux que ceux dus aux maladies infectieuses.

Le Plan d'action mondial 2013-2020 de l'OMS pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles a pour but est de réduire le nombre de décès prématurés dus à ces maladies de 25% d'ici 2025. Ce plan d'action présente neuf cibles mondiales volontaires relatives aux principaux facteurs de risque, dont la consommation de tabac, l'apport en sel, la sédentarité, l'hypertension artérielle et l'usage nocif de l'alcool.

« Notre monde possède les connaissances et les ressources nécessaires pour atteindre les neuf cibles mondiales », a dit le Sous-Directeur général de l'OMS chargé des maladies non transmissibles et de la santé mentale, le Dr Oleg Chestnov. « Il serait inacceptable de ne pas atteindre ces cibles ».

Le rapport propose des interventions rentables et très efficaces, recommandées par l'OMS, dont l'interdiction de toute forme de publicité en faveur du tabac, le remplacement des acides gras trans par des acides gras polyinsaturés, la limitation ou l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool, la prévention des infarctus du myocarde et des accidents vasculaires cérébraux, la promotion de l'allaitement maternel et la prévention du cancer du col de l'utérus au moyen du dépistage. De nombreux pays ont déjà mis en œuvre ces interventions avec succès dans le but d'atteindre les cibles mondiales.

L'OMS prend ainsi l'exemple de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des États-Unis et du Mexique qui ont favorisé la réduction de la quantité de sel dans les aliments conditionnés et dans le pain. L'Argentine est parvenue à réduire de 25% la quantité de sel dans le pain.

Bien que certains pays progressent dans l'atteinte des cibles mondiales relatives aux maladies non transmissibles, la majorité des pays n'est pas en bonne voie pour atteindre celles fixées pour 2025, selon l'agence onusienne.

On estime que si rien ne change dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les pertes économiques cumulées dues aux maladies non transmissibles s'élèveront à 7.000 milliards de dollars pour la période 2011-2025.

Le développement inclusif est un facteur de lutte contre le terrorisme, selon l'ONU



Un jeune Timorais lit un journal. Photo ONU/Martine Perret

19 janvier - La réduction des inégalités et la poursuite d'un développement inclusif sont la clé de la prévention des conflits, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, ont affirmé lundi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon et le Conseil de sécurité.

« Notre Organisation s'articule autour de trois piliers : la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Dans notre gestion des défis immenses et complexes auxquels nous devons faire face pour chacun de ces piliers, nous oublions parfois de prêter attention à leur interdépendance », a déclaré M. Ban, à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité de l'Organisation sur le rôle joué par le développement inclusif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. « Mais les fondateurs des

Nations Unies avaient bien compris qu'ignorer un pilier revenait à mettre en péril les deux autres ».

Soulignant le consensus croissant selon lequel les niveaux élevés d'inégalités constatés dans le monde durant les dernières décennies ont des conséquences sociales, politiques et environnementales néfastes, le Secrétaire général a insisté sur le développement partagé comme étant un instrument de lutte contre le terrorisme. « Le développement qui exclut une partie de la population peut être socialement corrosif. Il peut contribuer au crime et créer un sentiment de désarroi et d'aliénation – conditions susceptibles de favoriser l'émergence du terrorisme », a souligné M. Ban.

Ajoutant que les institutions de gouvernance et de représentation politique constituent l'un des principaux facteurs du



développement inclusif, le chef de l'ONU a affirmé que les « populations ont besoin de canaux efficaces et adaptés pour exprimer leurs points de vue et transmettre leurs revendications et préoccupations ».

Faisant écho aux remarques du Secrétaire général, les membres du Conseil de sécurité ont encouragé dans une déclaration présidentielle « les Etats Membres à faire participer, par exemple dans le cadre d'un dialogue interreligieux, interethnique et interculturel, les populations locales et les organisations non gouvernementales concernées à l'élaboration de stratégies de lutte contre le discours extrémiste violent qui peut inciter la commission d'actes de terrorisme ».

Le Conseil de sécurité a ainsi appelé les pays « à empêcher l'instauration de conditions propices à la propagation de l'extrémisme violent, qui peut conduire au terrorisme, y compris en donnant voix au chapitre aux jeunes, aux familles, aux femmes, aux chefs religieux et culturels et aux responsables de l'éducation, et à tous les autres groupes de la société civile concernés, et à adopter des stratégies personnalisées visant à lutter contre l'embrigadement dans cette forme d'extrémisme violent et à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociales ».

Libye : l'ONU se félicite de l'annonce d'un cessez-le-feu entre les parties



19 janvier - La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) s'est félicitée dimanche des annonces unilatérales par les parties libyennes de l'instauration d'un cessez-le-feu pour résoudre le conflit « pacifiquement et dans le dialogue ».

Dans un communiqué de presse, la Mission a appelé les parties à travailler de concert avec la MANUL sur les modalités spécifiques de la trêve, y compris les mécanismes permettant de garantir son respect.

« La mission considère ce signe encourageant comme une contribution significative à l'instauration d'un environnement propice à la poursuite du dialogue politique en cours », a salué la MANUL.

Elle a par ailleurs exhorté les parties à faire en sorte que le cessez-le-feu s'applique aussi bien aux opérations terrestres que maritimes et aériennes, ainsi qu'à la circulation de personnels et véhicules armés. Des comités représentant les parties prenantes se coordonneront avec la MANUL afin de prendre en considération toute violation de l'accord, a précisé la Mission.

La MANUL a en outre appelé à mettre un terme définitif aux combats dans le but d'épargner les Libyens, d'arrêter la destruction et d'« ouvrir la voie à la recherche de solutions pacifiques à la crise politique et de sécurité en Libye ».

La trêve permettra également d'apporter une assistance humanitaire aux personnes déplacées et vulnérables dans les régions touchées par le conflit, s'est félicitée la MANUL, ajoutant que les organisations internationales pourront bientôt reprendre leurs activités dans le pays.

Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un camp de la MINUSMA à Kidal



17 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné fermement samedi une attaque contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Kidal au cours de laquelle un Casque bleu du contingent tchadien a été tué et quatre autres Casques bleus ont été blessés.

Cet incident fait suite à d'autres attaques contre le personnel et les contractants de l'ONU

dans les régions de Kidal et Gao ces dernières semaines, y compris des attaques à la roquette contre des camps de la MINUSMA et des attaques contre des véhicules de la Mission utilisant des mines ou des engins explosifs improvisés.

“Ces attaques n'affecteront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le peuple malien dans sa recherche de la paix. Les dernières attaques soulignent l'urgence d'un règlement politique du conflit afin de permettre la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire malien”, a dit le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

“Le Secrétaire général présente ses condoléances à la famille du Casque bleu décédé ainsi qu'au gouvernement et au peuple tchadiens, et souhaite une convalescence complète et rapide aux blessés”, a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité a également condamné dans les termes les plus forts cette attaque.

Les membres du Conseil ont présenté leur condoléances à la famille du Casque bleu tué, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Tchad, et à la MINUSMA. “Les membres du Conseil de sécurité ont rendu hommage aux Casques bleus tchadiens pour leurs sacrifices et leurs efforts au sein de la MINUSMA”, souligne le communiqué.

Le Conseil de sécurité a appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur cette attaque et traduire les auteurs devant la justice. Il a également exhorté le Secrétaire général à rapidement prendre les mesures appropriées pour renforcer la sécurité du personnel de la MINUSMA.

A ce rythme, l'éducation pour tous restera un vœu pieux, selon l'ONU



19 janvier - Environ 63 millions d'adolescents âgés de 12 à 15 ans sont privés de leur droit à l'éducation, indique un nouveau rapport élaboré conjointement par deux agences de l'ONU et rendu public lundi à l'occasion du Forum mondial de l'éducation (FME), qui rassemble des Ministres de l'éducation du monde entier à Londres, au Royaume-Uni, jusqu'au 21 janvier.

Coréalisé par l'Institut statistique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'UNICEF), ce nouveau rapport, intitulé « Fixing the Broken Promise of Education for All: Findings from the Global Initiative on Out-of-School Children », révèle qu'un adolescent sur cinq n'est pas scolarisé, alors que pour les enfants en âge d'aller à l'école primaire la proportion n'est que de un sur dix.

Par conséquent, les adolescents sont deux fois plus susceptibles d'être déscolarisés que les enfants plus jeunes, explique le rapport. Il démontre également que plus les enfants grandissent plus le risque qu'ils ne soient jamais scolarisés ou qu'ils abandonnent leurs études augmente.

Au total, 121 millions d'enfants et d'adolescents ne sont jamais allés à l'école ou ont renoncé à leur scolarité, et ce en dépit de la promesse de la communauté internationale de réaliser l'Education pour tous d'ici à 2015, poursuit le rapport. Les données présentées montrent qu'il n'y a presque pas eu de progrès réalisés dans ce domaine depuis 2007. En outre, les enfants vivant en situation de conflit, les enfants qui travaillent et ceux qui font face à la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, le sexe et le handicap sont les plus touchés.

« Le maintien du statu quo quant aux stratégies habituelles fondées sur plus d'enseignants, plus de salles de classe et plus de manuels scolaires n'est pas suffisant pour atteindre les enfants les plus défavorisés », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova dans un communiqué de presse à l'occasion de la sortie du rapport. « Nous avons besoin d'interventions ciblées pour atteindre les familles déplacées par les conflits, les filles forcées de rester à la maison, les enfants handicapés et les millions d'enfants obligés de travailler. Mais ces politiques ont un coût. Ce rapport sert de prise de conscience pour mobiliser les ressources nécessaires afin de garantir une éducation de base pour tous les enfants, une bonne fois pour toutes ».

Alors que les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015 sont en cours, le rapport indique que si les

tendances actuelles se poursuivent, 25 millions d'enfants – 15 millions de filles et 10 millions de garçons – sont susceptibles de ne jamais mettre les pieds dans une salle de classe.

Selon le rapport, les taux les plus élevés de déscolarisation ont été constatés en Erythrée et au Libéria, où 66% et 59% des enfants, respectivement, ne vont pas à l'école primaire. Dans de nombreux pays, les taux de déscolarisation sont plus élevés pour les adolescents, surtout les filles. Au Pakistan, notamment, 58% des adolescentes âgées de 12 à 15 ans ne sont pas scolarisées, contre 49% des garçons.

« Pour réaliser la promesse de l'éducation universelle pour tous les enfants, nous avons besoin d'un engagement mondial dans trois domaines : scolariser plus d'enfants à l'école primaire ; aider plus d'enfants, les filles en particulier, à rester scolarisés durant le secondaire ; et améliorer la qualité de l'apprentissage qu'ils reçoivent tout au long de leur scolarité », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake.

Le Conseil de sécurité se félicite des pourparlers libyens qui ont eu lieu à Genève



17 janvier - Le Conseil de sécurité s'est félicité samedi du cycle de pourparlers inter-libyens les 14 et 15 janvier à Genève, sous l'égide de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), et a salué les efforts de médiation personnelle du Représentant spécial du Secrétaire général, Bernardino Leon.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont salué “ceux qui ont participé aux discussions ayant pour objectif de trouver un moyen de mettre fin à la crise politique, sécuritaire et institutionnelle en Libye”.

Ils ont apporté leur soutien à un autre cycle de pourparlers à Genève la semaine prochaine et ont vivement encouragé toutes les parties prenantes libyennes concernées à y participer.

“Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise en Libye et ont appelé toutes les parties à cesser les hostilités pour créer un environnement pacifique et favorable à un dialogue inclusif”, précise le communiqué. A cet égard, les membres du Conseil se sont félicités des annonces de cessez-le-feu le 16 janvier.